

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2246

[C — 27463]

30 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987, du 30 juin 1988, du 4 juillet 1991 et du 25 juillet 1991, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'Arbitrage du 5 avril 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 20 juillet 1989, 21 décembre 1989, 19 avril 1990, 7 février 1991 et 9 avril 1992;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis de l'Office régional wallon des déchets;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes et communes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. Décret : le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;
2. Le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'environnement dans ses attributions;
3. Déchets d'activités hospitalières et de soins de santé : les déchets provenant des hôpitaux, des hôpitaux psychiatriques, des maisons de soins psychiatriques, des maisons de repos et des maisons de repos et de soins, des laboratoires médicaux, des dispensaires médicaux, des cabinets de médecin, de dentiste ou de vétérinaire et de prestations de soins à domicile;
4. Déchets de classe A : les déchets hôteliers ou d'hébergement produits en dehors des zones d'hospitalisation et de soins, les déchets de cuisine et des services de restauration collective, les déchets provenant des locaux administratifs;
5. Déchets de classe B1 : les déchets d'activités hospitalières et de soins de santé autres que les déchets de classe A et de classe B2, et comprenant notamment des déchets en provenance des unités de soins, des consultations et des services médicotechniques, ainsi que les déchets issus des laboratoires, à l'exception des déchets radioactifs;
6. Déchets de classe B2 : les déchets infectieux provenant de patients qui, en raison du risque de contamination pour la communauté doivent être soignés en isolement; les déchets de laboratoire présentant une contamination microbienne; le sang et les dérivés de sang qui peuvent encore présenter une contamination microbienne; les objets contondants; les cytostatiques et tous les déchets de traitement cytostatique; les déchets anatomiques; les déchets pathologiques; les déchets d'animaux d'expérience ainsi que leur litière et leurs excréments;
7. Regroupement : immobilisation provisoire sans possibilité de mélanger les déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe différente et sans possibilité de les mélanger avec d'autres déchets;
8. Prétraitement : toute opération conduisant à la modification de l'état physique des déchets, après laquelle il est encore nécessaire d'effectuer une opération d'élimination;
9. L'Office : l'Office régional wallon des déchets;
10. Exploitant : titulaire d'une autorisation d'exploiter.

Art. 2. Il est interdit à quiconque de se débarrasser de déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, si ce n'est :

- 1° pour les déchets de classe A et les déchets de classe B1 : en assurant leur gestion conformément à la législation en matière de déchets ménagers.
- 2° pour les déchets de classe B2 :
 - a) soit en procédant à leur élimination dans les propres installations du producteur de ces déchets, dûment autorisées à cet effet;
 - b) soit en les confiant à un tiers bénéficiant de l'agrément requis pour assurer la collecte ou le transport, ou à un tiers agréé et autorisé pour effectuer le regroupement, le prétraitement ou l'élimination de ces déchets;
 - c) soit en les confiant à une installation située en dehors de la Région wallonne, après s'être assuré que cette installation satisfait aux conditions que lui impose la législation qui lui est applicable pour procéder à l'élimination de ces déchets;
 - d) soit en les transformant en déchets assimilables aux déchets de classe A selon un procédé autorisé par l'Office.

Art. 3. Dans les cas où ils sont mélangés :

1. les déchets de classe A et les déchets de classe B1 sont gérés conformément aux règles prévues pour ceux-ci;
2. les déchets de classe A et les déchets de classe B2 sont gérés conformément aux règles prévues pour ceux-ci;
3. les déchets de classe B1 et les déchets de classe B2 sont gérés conformément aux règles prévues pour ceux-ci.

Dans les cas où les trois classes de déchets sont mélangés, ils sont gérés conformément aux règles prévues pour les déchets de classe B2.

Art. 4. Au cours de leur collecte et de leur transport, les déchets d'une classe sont tenus séparés de tous autres déchets sous réserve de la possibilité de mélanger des déchets de classes différentes dans le respect de l'article 3.

CHAPITRE II. — De l'autorisation d'implanter et d'exploiter une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de déchets de classe B2

Art. 5. § 1er. Sont soumis à autorisation, l'implantation et l'exploitation d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de déchets de classe B2, ainsi que l'extension ou la modification des activités ou toute transformation de ces installations.

§ 2. L'autorisation comme installation d'élimination vaut autorisation comme installation de prétraitement et comme installation de regroupement.

L'autorisation comme installation de prétraitement vaut autorisation comme installation de regroupement.

§ 3. L'autorisation comme installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de déchets de classe B2 ne peut être accordée qu'à un exploitant agréé à cet effet. L'exploitant agréé peut être un hôpital ou un groupement d'hôpitaux.

Art. 6. Les installations d'élimination de déchets de classe B2 sont soumises aux conditions prévues à l'annexe.

Art. 7. La procédure d'introduction et d'examen de la demande, les conditions d'octroi, de suspension, de retrait et de modification de l'autorisation visée à l'article 5, § 1er, sont celles prévues au chapitre II de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

CHAPITRE III. — De l'agrément des exploitants des installations de regroupement, de prétraitement ou d'élimination des déchets de classe B2

Art. 8. § 1er. Les exploitants d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de déchets de classe B2 sont soumis à agrément préalable. Cet agrément est accordé pour une durée qu'il précise et qui ne peut excéder la durée de l'autorisation d'exploiter.

§ 2. L'agrément comme exploitant d'une installation d'élimination vaut agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement et de regroupement.

L'agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement vaut agrément comme exploitant d'une installation de regroupement.

Art. 9. La liste des exploitants d'installations agréés pour le regroupement, le prétraitement ou l'élimination des déchets de classe B2 est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

Art. 10. La procédure d'introduction et d'examen de la demande, les conditions d'octroi, de suspension, de retrait et de modification de l'agrément visé à l'article 8, sont celles prévues au chapitre IV de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

CHAPITRE IV. — De l'agrément des collecteurs et des transporteurs des déchets de classe B2

Art. 11. La collecte et le transport de déchets de classe B2 sont soumis à agrément préalable. Cet agrément est accordé pour une durée qu'il précise et qui ne peut excéder cinq ans.

Toutefois, les médecins, les dentistes, les vétérinaires et les prestataires de soins à domicile sont soustraits à l'obligation d'agrément lorsqu'ils transportent les déchets issus de leur activité propre depuis leur cabinet ou la résidence de leurs patients jusqu'au lieu où ils se débarrassent de ces déchets conformément à l'article 2.

Art. 12. La liste des collecteurs et des transporteurs de déchets de classe B2 agréés est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

Art. 13. La procédure d'introduction et d'examen de la demande, les conditions d'octroi, de suspension, de retrait et de modification de l'agrément visé à l'article 11 sont celles prévues au chapitre III de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

CHAPITRE V. — Des informations relatives à la détention et à la livraison des déchets de classe B2

Art. 14. Toute personne dont l'activité produit des déchets de classe B2 tient à la disposition de l'Office, pendant cinq ans, les informations établissant qu'elle se débarrasse de ces déchets conformément à l'article 2.

Art. 15. Tout collecteur et tout transporteur agréés et tout exploitant d'une installation autorisée en vertu du présent arrêté, tiennent un registre dont le modèle est établi par l'Office et le gardent pendant cinq ans à la disposition de celui-ci.

Ce registre doit permettre à l'Office de suivre chaque lot de déchets de classe B2 depuis sa production jusqu'à son élimination.

Art. 16. Une copie du registre, contenant les données du trimestre écoulé, est envoyée à l'Office dans le mois qui suit le trimestre de référence.

Art. 17. Tout détenteur de déchets de classe B2 est tenu de se conformer aux dispositions de la section 3 relative au formulaire de transport du chapitre V de l'arrêté du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

CHAPITRE VI. — Dispositions pénales

Art. 18. Celui qui ne respecte pas les conditions auxquelles sont soumises les autorisations et les agréments prévus par le présent arrêté est puni des peines visées à l'article 51, § 1er du décret.

CHAPITRE VII. — Dispositions modificatives, transitoires, abrogatoires et finales

Art. 19. Tout agrément octroyé en qualité de transporteur, de collecteur ou d'exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de déchets dangereux limités aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, délivré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, vaut comme agrément en qualité de transporteur, de collecteur ou d'exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination des déchets de classe B2 au sens du présent arrêté.

Par dérogation au précédent alinéa, l'Office peut proposer au Ministre des modifications des différents agréments existants si les conditions précédemment imposées sont non conformes au présent arrêté. Le Ministre doit notifier sa décision dûment motivée dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 20. Les installations déjà existantes et autorisées avant l'entrée en vigueur sur base des dispositions du chapitre Ier et II du titre Ier du Règlement général pour la protection du travail ou sur base des dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux doivent se conformer aux dispositions du présent arrêté pour le 1er janvier 1997.

Art. 21. L'examen des dossiers en cours d'instruction est poursuivi conformément à la procédure et aux conditions instaurées par le présent arrêté.

Art. 22. L'article 33, § 1er, 3°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées est remplacé par les mots : « 3° les déchets d'activités hospitalières et de soins de santé, à l'exclusion des déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe A ».

Art. 23. Pour l'implantation et l'exploitation des installations visées à l'article 5 du présent arrêté, les dispositions des chapitres Ier et II du titre Ier du Règlement général pour la protection du travail ne sont plus applicables.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles
et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe

Conditions de stockage et d'élimination dans les installations de regroupement, de prétraitement et d'élimination de déchets de classe B2

1. Conditionnement des déchets.

Les déchets de classe B2 seront conditionnés dans des emballages non compactés ne permettant aucun écoulement et suffisamment résistants pour ne pas se rompre durant les diverses manipulations. Les objets contondants, tranchants, piquants, devront être conditionnés dans un emballage rigide. Ces emballages seront incinérés avec les déchets qu'ils contiennent.

Une fois emballés, les déchets de classe B2 peuvent être regroupés dans des conteneurs réutilisables. Ceux-ci devront être nettoyés et désinfectés avant toute sortie du centre d'élimination.

2. Stockage des déchets.

Le stockage des déchets de classe B2 doit s'effectuer dans un local étanche prévu à cet effet et équipé d'un dispositif de nettoyage permettant — en cas d'accident — la récupération des eaux. Ces eaux sont considérées comme eaux usées autres que domestiques normales au sens de l'article 1er, chapitre Ier de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales.

Ce local ne peut pas être accessible aux animaux et aux personnes non autorisées et doit être régulièrement nettoyé.

Le temps de stockage ne peut être supérieur à 24 heures. En cas d'arrêt pour réparation et entretien, les déchets devront être incinérés dans l'incinérateur de déchets ménagers le plus proche.

3. Approvisionnement du four.

Le chargement du four s'effectuera de manière qu'aucun contact ne puisse être possible entre le personnel et les déchets de classe B2.

4. Valeurs limites d'émissions.

1° Pour les installations d'incinération de déchets de classe B2, les valeurs limites d'émission rapportées aux conditions suivantes : température de 273 kelvins (K), pression de 101,3 kilopascals (kPa), 11 % d'oxygène ou 9 % de dioxyde de carbone (CO₂), gaz sec, sont en mg/Nm³ :

— poussières totales :	30
— métaux lourds :	
— Pb + Cr + Cu + Mn :	5
— Ni + As :	1
— Cd : 0,2	
— Hg : 0,2	
— acide chlorhydrique (HCl) :	50
— acide fluorhydrique (HF) :	2
— anhydride sulfureux (SO ₂) :	300

2° Des valeurs limites d'émission pour des polluants autres que ceux mentionnés au point 1° peuvent être fixées par l'autorité compétente, sur avis de l'Office, en raison de la composition des déchets à incinérer et des caractéristiques de l'installation d'incinération. Ces valeurs, en particulier pour les dioxines et les furanes seront fixées en tenant compte de la nocivité potentielle des polluants en question pour la santé humaine et l'environnement et des meilleures technologies disponibles.

5. Conditions de fonctionnement.

1° Toute installation d'incinération de déchets de classe B2 doit être conçue, équipée et exploitée de manière à ce que les gaz provenant de la combustion des déchets soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, et même dans les conditions les plus défavorables, à une température d'au moins 850 °C pendant au moins deux secondes, en présence d'au moins 6 % d'oxygène.

Le niveau de température et la teneur en oxygène fixés sont des valeurs minimales à respecter en permanence lors du fonctionnement de l'installation.

2° Les déchets combustibles doivent être entièrement brûlés.

3° Lors de son fonctionnement, toute installation d'incinération de déchets de classe B2 doit respecter les conditions suivantes :

a) la concentration de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne doit pas dépasser 100 mg/Nm³;

b) la concentration de composés organiques (exprimés en carbone total) dans les gaz de combustion ne doit pas dépasser 20 mg/Nm³.

Les limites prévues aux points a) et b) sont rapportées aux conditions suivantes : température de 273 kelvins (K), pression de 101,3 kilopascals (kPa), 11 % d'oxygène ou 9 % de dioxyde de carbone (CO₂), gaz sec.

4° Des conditions de combustion, différentes de celles fixées au point 1° du présent article pourront être admises par l'autorité compétente, sur avis de l'Office, si les fours d'incinération ou les installations de traitement des gaz de combustion utilisent des techniques appropriées, pourvu que les niveaux d'émission de polychlorodibenzodioxines (PCDD) et de polychlorodibenzofuranes (PCDF) soient équivalents ou inférieurs à ceux qui correspondent aux conditions techniques fixées au point 1°.

5° Toute installation d'incinération de déchets de classe B2 doit être conçue, équipée et exploitée de manière à éviter le rejet dans l'atmosphère d'émissions provoquant au niveau du sol une pollution atmosphérique d'un niveau significatif; en particulier les gaz résiduels doivent être rejetés d'une façon contrôlée, par l'intermédiaire d'une cheminée.

La hauteur de la cheminée est calculée de manière à protéger la santé humaine et l'environnement.

6° Toute installation d'incinération de déchets de classe B2 doit être équipée de brûleurs d'appoint. Ces brûleurs doivent entrer en fonction automatiquement dès que la température des gaz de combustion descend au-dessous de 850 °C. Les brûleurs d'appoint sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence, pendant ces opérations et tant que les déchets sont dans la chambre de combustion, cette température minimale.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets d'activités hospitalières et de soins de santé.

Namur, le 30 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2246

[C — 27463]

30. JUNI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Rates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete des Wallonischen Regionalrates vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. Juli 1991 und vom 25. Juli 1991 und durch das Urteil des Schiedshofs vom 5. April 1990 teilweise nichtigerklärt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die überwachten Deponien, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989, vom 21. Dezember 1989, vom 19. April 1990, vom 7. Februar 1991 und vom 9. April 1992;

Aufgrund des Gutachtens des « Office régional wallon des déchets » (Wallonisches Regionalamt für Abfälle);

Aufgrund des Gutachtens der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des Hohen Rates der Städte und Gemeinden;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1. Dekret : Das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle;
2. Minister : Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;
3. Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege : Abfälle aus Krankenhäusern, psychiatrischen Kliniken, psychiatrischen Pflegeanstalten, Seniorenheimen und Senioren- und Pflegeheimen, medizinischen Laboratorien, Ambulatorien, ärztlichen, zahnärztlichen oder tierärztlichen Praxen und aus häuslicher Pflege;
4. Abfälle der Klasse A : Abfälle aus Hotels oder Übernachtungsmöglichkeiten, die außerhalb des klinischen Bereichs und des Pflegebereichs entstehen, Abfälle aus Küchen und Kantinen und Abfälle aus Verwaltungsgebäuden;
5. Abfälle der Klasse B1 : Abfälle aus dem klinischen Bereich und dem Pflegebereich, die nicht in die Klasse A oder die Klasse B2 eingeordnet werden, einschließlich u.a. Abfälle aus Behandlungsstationen, ärztlichen Untersuchungen und technisch-medizinischen Einrichtungen, sowie Abfälle aus Laboratorien, mit Ausnahme von radioaktiven Abfällen;
6. Abfälle der Klasse B2 : Infizierte Abfälle von Patienten, die aufgrund einer Ansteckungsgefahr für die Allgemeinheit isoliert behandelt werden müssen; durch Mikroben infizierte Abfälle aus Laboratorien; Blut und Blutderivate, die noch eine Infizierung durch Mikroben aufweisen können; stumpfe Gegenstände; Zytostatika und alle Abfälle einer zytostatischen Behandlung; anatomische Abfälle; pathologische Abfälle; Abfälle aus Tierversuchen sowie deren Einstreu und Exkrememente;
7. Zwischenlagerung : Provisorische Lagerung, ohne daß die Möglichkeit besteht, die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege, mit Abfällen, die nicht der gleichen Klasse angehören oder anderen Arten von Abfällen zu vermengen;

8. Vorbehandlung : Jegliche Operation, durch die der physikalische Zustand der Abfälle verändert wird, am Anschluß an die jedoch noch eine Entsorgungsoperation notwendig ist;

9. Amt : Das « Office régional wallon des déchets » (Wallonisches Regionalamt für Abfälle);

10. Betreiber : Der Inhaber einer Betriebsgenehmigung.

Art. 2. Es ist jeder Person untersagt, sich der Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege zu entledigen, abgesehen :

1. von Abfällen der Klasse A und Abfällen der Klasse B1 : wenn ihre Entsorgung gemäß der Gesetzgebung über die Haushaltsabfälle gewährleistet ist.

2. von Abfällen der Klasse B2 :

a) entweder indem sie in den eigenen Anlagen des Verursachers dieser Abfälle, die diesbezüglich über eine gültige Genehmigung verfügen, entsorgt werden;

b) oder indem sie Drittpersonen anvertraut werden, die über die vorgeschriebene Zulassung verfügen, um die Sammlung und den Transport dieser Abfälle durchzuführen, oder indem sie Drittpersonen anvertraut werden, die über eine Zulassung und eine Genehmigung verfügen, um die Zwischenlagerung, die Vorbehandlung oder die Entsorgung vorzunehmen;

c) oder indem sie einer außerhalb der Wallonischen Region gelegenen Anlage anvertraut werden, nachdem sichergestellt wurde, daß diese Anlage die Bedingungen der Gesetzgebung, die auf die Entsorgung dieser Abfälle anwendbar ist, erfüllt;

d) oder indem sie nach einem durch das Amt erlaubten Verfahren in Abfälle umgewandelt werden, die Abfällen der Klasse A gleichgestellt werden können.

Art. 3. In den Fällen, in denen die Abfälle vermengt sind :

1. die Abfälle der Klasse A und die Abfälle der Klasse B1 werden gemäß den für die Abfälle der Klasse B1 vorgesehenen Bestimmungen verwaltet;

2. die Abfälle der Klasse A und die Abfälle der Klasse B2 werden gemäß den für die Abfälle der Klasse B2 vorgesehenen Bestimmungen verwaltet;

3. die Abfälle der Klasse B1 und die Abfälle der Klasse B2 werden gemäß den für die Abfälle der Klasse B2 vorgesehenen Bestimmungen verwaltet.

In den Fällen, in denen alle drei Klassen von Abfällen vermengt sind, werden sie gemäß den für die Abfälle der Klasse B2 vorgesehenen Bestimmungen verwaltet;

Art. 4. Während der Sammlung und des Transports, werden die Abfälle einer Klasse von allen anderen Abfällen getrennt, vorbehaltlich der Möglichkeit, die Abfälle verschiedener Klassen unter Beachtung von Artikel 3 zu vermengen.

KAPITEL II. — *Bau- und Betriebsgenehmigung für Anlagen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung und Entsorgung der Abfälle der Klasse B2*

Art. 5. § 1. Der Bau und der Betrieb einer Anlage zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung und Entsorgung der Abfälle der Klasse B2, sowie die Ausweitung oder die Abänderung der Aktivitäten oder jeglicher Umbau dieser Anlagen sind genehmigungspflichtig.

§ 2. Wird eine Anlage zur Entsorgung genehmigt, so gilt diese Genehmigung ebenfalls für die Vorbehandlung und die Zwischenlagerung.

Wird eine Anlage zur Vorbehandlung genehmigt, so gilt diese Genehmigung ebenfalls für die Zwischenlagerung.

§ 3. Die Genehmigung als Anlage zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung und Entsorgung der Abfälle der Klasse B2 kann nur einem zu diesem Zweck zugelassenen Betreiber gewährt werden. Bei diesem zugelassenen Betreiber kann es sich um ein Krankenhaus oder einen Krankenhauskomplex handeln.

Art. 6. Die Einrichtungen zur Entsorgung der Abfälle der Klasse B2 unterliegen den in der Anlage angeführten Bedingungen.

Art. 7. Bei dem Verfahren zur Einreichung und zur Überprüfung des Antrags, den Bedingungen zur Gewährung, zur Aufhebung, zur Zurücknahme und zur Abänderung der in Artikel 5, § 1, genannten Genehmigung handelt es sich um jene die in Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die giftigen oder gefährlichen Abfälle vorgesehen sind.

KAPITEL III — *Zulassung der Betreiber der Anlagen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung und Entsorgung der Abfälle der Klasse B2*

Art. 8. § 1. Die Betreiber einer Anlage zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung und Entsorgung der Abfälle der Klasse B2 unterliegen einer vorherigen Zulassung. Diese Zulassung wird für eine bestimmte Dauer genehmigt, welche die Dauer der Betriebsgenehmigung nicht überschreiten darf.

§ 2. Erhält ein Betreiber eine Zulassung für eine Anlage zur Entsorgung, so gilt diese Zulassung ebenfalls für die Anlage zur Vorbehandlung und Zwischenlagerung.

Erhält ein Betreiber eine Zulassung für eine Anlage zur Vorbehandlung, so gilt diese Zulassung ebenfalls für die Anlage zur und Zwischenlagerung.

Art. 9. Die Liste der zugelassenen Betreiber von Anlagen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung und Entsorgung der Abfälle der Klasse B2 wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 10. Bei dem Verfahren zur Einreichung und zur Überprüfung des Antrags, den Bedingungen zur Gewährung, zur Aufhebung, zur Zurücknahme und zur Abänderung der in Artikel 8, genannten Zulassung handelt es sich um jene, die in Kapitel IV des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die giftigen oder gefährlichen Abfälle vorgesehen sind.

KAPITEL IV. — *Zulassung der Sammler und Transporteure der Abfälle der Klasse B2*

Art. 11. Die Sammlung und der Transport von Abfällen der Klasse B2 sind zulassungspflichtig. Diese Zulassung wird für eine bestimmte Dauer erteilt und darf fünf Jahre nicht überschreiten.

Die Ärzte, Zahnärzte, Tierärzte und die Erbringer von Leistungen im häuslichen Pflegebereich werden jedoch von dieser Zulassungspflicht befreit, wenn sie Abfälle transportieren, die bei der direkten Ausübung ihrer ärztlichen Tätigkeit entstehen und zwar für den Weg von ihrer Praxis oder ihrem Wohnort, bis zu dem Ort, an dem sie sich dieser Abfälle gemäß Artikel 2 entledigen.

Art. 12. Die Liste der zugelassenen Sammler und Transporteure der Abfälle der Klasse B2 wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 13. Bei dem Verfahren zur Einreichung und zur Überprüfung des Antrags, den Bedingungen zur Gewährung, zur Aufhebung, zur Zurücknahme und zur Abänderung der in Artikel 11, genannten Zulassung handelt es sich um jene, die in Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die giftigen oder gefährlichen Abfälle vorgesehen sind.

KAPITEL V

Informationen Bezüglich des Besitzes und der Lieferung der Abfälle der Klasse B2

Art. 14. Jede Person, durch deren Aktivität Abfälle der Klasse B2 entstehen, hält während fünf Jahren die Informationen für das Amt zur Verfügung, die belegen, daß die Abfälle gemäß Artikel 2 entsorgt wurden.

Art. 15. Alle zugelassenen Sammler oder Transporteure und alle Betreiber einer gemäß des vorliegenden Dekrets genehmigten Anlage führen ein Register, das einem durch das Amt ausgearbeiteten Modell entspricht, und halten dieses Register während fünf Jahren für das Amt zur Verfügung.

Dieses Register muß dem Amt ermöglichen, den Weg jeder Abfalleinheit der Klasse B2 von der Produktion bis zu ihrer Entsorgung zu verfolgen.

Art. 16. Eine Abschrift dieses Registers, die die Angaben des verstrichenen Trimesters beinhaltet, wird dem Amt innerhalb eines Monats nach Abschluß des jeweiligen Trimesters übermittelt.

Art. 17. Jeder Besitzer von Abfällen der Klasse B2 ist verpflichtet, den Bestimmungen des Abschnitts 3 bezüglich in Kapitel V des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die giftigen oder gefährlichen Abfälle genannten Transportformulars Folge zu leisten.

KAPITEL VI. — *Strafrechtliche Bestimmungen*

Art. 18. Jede Person, die die Bedingungen, denen die durch den vorliegenden Erlaß vorgesehenen Genehmigungen und Zulassungen unterliegen, nicht beachtet, unterliegt den in Artikel 5, § 1 des Dekrets genannten Strafen.

KAPITEL VII. — *Abändernde Bestimmungen, Übergangsbestimmungen, aufhebende Bestimmungen und Schlussbestimmungen*

Art. 19. Jede Zulassung, die einer Person oder Gesellschaft in ihrer Eigenschaft als Transporteur, Sammler oder Betreiber einer Anlage zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung oder Entsorgung von gefährlichen Abfällen, die sich auf Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege beschränken, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erteilt wurde, gilt als Zulassung als Transporteur, Sammler oder Betreiber einer Anlage zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung und Entsorgung der Abfälle der Klasse B2 im Sinne des vorliegenden Erlasses.

In Abweichung des vorgenannten Absatzes, ist das Amt befugt, dem Minister Abänderungen der verschiedenen bestehenden Zulassungen vorzuschlagen, wenn die vorher auferlegten Bedingungen nicht mit dem vorliegenden Erlaß übereinstimmen. Der Minister hat seinen ordnungsgemäß begründeten Beschluß innerhalb von sechs Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zu notifizieren.

Art. 20. Die Anlagen, die bereits bestehen und denen vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses aufgrund der Bestimmungen des ersten und zweiten Kapitels des ersten Titels der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung oder aufgrund der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige und gefährliche Abfälle eine Genehmigung erteilt wurde, müssen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses spätestens am 1. Januar 1997 erfüllen.

Art. 21. Die weitere Überprüfung der Akten, deren Überprüfung bereits eingeleitet wurde, wird gemäß dem Verfahren und unter den Bedingungen, die durch den vorliegenden Erlaß eingeführt wurden, weitergeführt.

Art. 22. Artikel 33, § 1, 3^o des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die überwachten Deponien wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: « 3^o die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege, mit Ausnahme der Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege der Klasse A ».

Art. 23. Für den in Artikel 5 des vorliegenden Dekrets genannten Bau und Betrieb der Anlagen sind die Bestimmungen des ersten und zweiten Kapitels des ersten Titels der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung nicht mehr anwendbar.

Art. 24. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 25. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage

Bedingungen für die Lagerung und die Entsorgung in den Anlagen
zur Zwischenlagerung, vorbehandlung und entsorgung der Abfälle der Klasse B

1. Verpackung der Abfälle.

Die Abfälle der Klasse B2 sind in nicht gepreßten Verpackungen, die keinerlei Ausfluß ermöglichen und ausreichend widerstandsfähig sind, um bei den verschiedenen Manipulationen nicht zu reißen, zu verpacken. Stumpfe, scharfe oder stechende Gegenstände sind in starren Verpackungen zu verpacken. Diese Verpackungen werden mit den Abfällen, die sie beinhalten, verbrannt.

Sind sie erst einmal verpackt, können die Abfälle der Klasse B2 in wiederverwertbaren Containern zwischengelagert werden. Diese sind vor jedem Verlassen des Entsorgungszentrums zu reinigen und zu desinfizieren.

2. Lagerung der Abfälle.

Die Abfälle der Klasse B2 sind in einem wasserdichten Raum, der für diesen Zweck vorgesehen wurde und mit einem Reinigungssystem ausgestattet ist, das im Falle eines Unfalls den Wiederauffang des Wassers ermöglicht, zu lagern. Dieses Wasser gilt als Abwasser, das im Sinne von Artikel 1 des ersten Kapitels des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur Einführung der allgemeinen Bestimmungen über das Ableiten der Abwässer in die gewöhnlichen Oberflächengewässer, die öffentlichen Abflusssysteme und die künstlichen Kanäle für den Abfluß des Regenwassers, nicht in die Kategorie der normalen Haushaltsabwässer gehört.

Dieser Raum muß für Tiere und unbefugte Personen nicht zugänglich sein und ist regelmäßig zu reinigen.

Die Lagerungszeit darf 24 Stunden nicht überschreiten. Im Fall einer Unterbrechung wegen einer Reparatur oder Wartung sind die Abfälle in der naheliegenden Verbrennungsanlage für Haushaltsabfälle zu verbrennen.

3. Versorgung des Ofens.

Der Ofen ist so mit Abfällen zu füllen, daß kein Kontakt zwischen dem Personal und den Abfällen der Klasse B2 möglich ist.

4. Emissionsgrenzwerte.

1° Für die Verbrennungsanlagen der Abfälle der Klasse B2 betragen die Emissionsgrenzwerte in mg/Nm³ unter folgenden Bedingungen: Temperatur 273 Kelvin (K), Druck 101,3 Kilopascal (kPa), 11 % Sauerstoff oder 9 % Kohlendioxid (CO₂), wasserfrei:

— Staubteile insgesamt :	30
— Schwermetalle :	
— Pb + Cr + Cu + Mn :	5
— Ni + As :	1
— Cd :	0,2
— Hg :	0,2
— Salzsäure (HCl) :	50
— Fluorwasserstoffsäure (HF) :	2
— Schwefeldioxyd (SO ₂) :	300

2° Die Grenzwerte für die Emission der verschmutzenden Substanzen, die nicht in Punkt 1° genannt wurden, können aufgrund der Zusammensetzung der zu verbrennenden Abfälle und der Besonderheiten der Verbrennungsanlage durch die zuständige Behörde im Anschluß an ein Gutachten der Dienststelle bestimmt werden. Diese Werte, insbesondere für Dioxin und Furane werden unter Berücksichtigung der potentiellen Schädlichkeit der betreffenden verschmutzenden Substanzen für die menschliche Gesundheit und die Umwelt und unter Berücksichtigung der bestmöglichen verfügbaren Entsorgungstechnologien festgelegt.

5. Betriebsbedingungen.

1° Jede Verbrennungsanlage für Abfälle der Klasse B2 ist derart auszulegen, auszurüsten und zu betreiben, daß die Gase, die bei der Verbrennung der Abfälle entstehen, nach der letzten Zufuhr von Verbrennungsluft kontrolliert und homogen, und dies auch unter den ungünstigsten Bedingungen, während mindestens 2 Sekunden auf eine Temperatur von wenigstens 850 °C bei einem Sauerstoffgehalt von wenigstens 6 % gebracht werden.

Bei den festgelegten Werten für die Temperatur und den Sauerstoffgehalt handelt es sich um Mindestwerte, die bei dem Betrieb der Anlage ständig zu beachten sind.

2° Die brennbaren Abfälle sind vollständig zu verbrennen.

3° Bei dem Betrieb hat jede Verbrennungsanlage für Abfälle der Klasse B2 folgende Bedingungen zu erfüllen.

a) der Gehalt an Kohlenmonoxid (CO) in den Verbrennungsgasen darf 100 Mg/Nm³ nicht überschreiten;

b) der Gehalt an organischen Verbindungen (ausgedrückt in Gesamtmenge Kohlenstoff) in den Verbrennungsgasen darf 20 Mg/Nm³ nicht überschreiten;

Die in Punkt a) und b) vorgesehenen Grenzwerte gelten unter folgenden Betriebsbedingungen: Temperatur 273 Kelvin (K), Druck 101,3 Kilopascal (kPa), 11 % Sauerstoff oder 9 % Kohlendioxid (CO₂), wasserfrei.

4° Andere als die in Punkt 1° des vorliegenden Artikels festgelegten Bedingungen für die Verbrennung, können durch die zuständige Behörde im Anschluß an ein Gutachten der Dienststelle zugelassen werden, wenn in den Verbrennungsöfen oder den Anlagen zur Behandlung der Verbrennungsgase angepasste Techniken eingesetzt werden, unter der Bedingung, daß die Emissionswerte für Polychlordibenzodioxin (PCDD) und Polychloridibenzofuran (PCDF) den Werten entsprechen, die unter den in Punkt 1° genannten technischen Bedingungen erzielt werden oder unter diesen Werten liegen.

5° Jede Verbrennungsanlage für Abfälle der Klasse B2 ist derart auszulegen, auszurüsten und zu betreiben, daß die Emissionen in die Luft, die am Boden zu einer signifikanten Luftverunreinigung führen, vermieden werden; insbesondere sind die Abgase kontrolliert über einen Schornstein abzuleiten.

Die Höhe des Schornsteins ist so zu berechnen, daß die menschliche Gesundheit und die Umwelt nicht beeinträchtigt werden.

6° Jede Verbrennungsanlage für Abfälle der Klasse B2 ist mit Zusatzbrennern auszustatten. Diese Brenner müssen sich automatisch einschalten, sobald die Temperatur der Verbrennungsgase 850 °C unterschreitet. Diese Zusatzbrenner werden auch in der Anlauf- und der Abschaltphase eingeschaltet, damit während dieser Operationen und solange sich die Abfälle in der Verbrennungskammer befinden die Mindesttemperatur ununterbrochen gewährleistet ist.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 30. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALE GEWEST

N. 94 — 2246

[C — 27463]

**30 JUNI 1994. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afval, gewijzigd bij de decreten van de Waalse Gewestraad van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 juli 1991 en 25 juli 1991 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof van 5 april 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989, 21 december 1989, 19 april 1990, 7 februari 1991 en 9 april 1992;

Gelet op het advies van de Commissie voor afval;

Gelet op het advies van de Waalse gewestelijke dienst voor afval;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van steden en gemeenten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afval;

2° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort;

3° afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten :

afval afkomstig van ziekenhuizen, psychiatrische ziekenhuizen, psychiatrische verzorgingstehuizen, rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen, medische laboratoria, medische consultatiebureaus, arts-, tandarts- of dierenartspraktijken en thuisverzorging;

4° afval van klasse A : hotel- of logiesafval geproduceerd buiten de hospitalisatie- en verzorgingszones, keuken- en restaurantafval, afval van administratieve lokalen;

5° afval van klasse B1 : andere ziekenhuis- en gezondheidszorgafval dan de afval van klasse A en klasse B2, met name de afval van verpleegeenheden, consulten en medisch-technische diensten, alsmede laboratoriumafval, met uitzondering van radioactieve afval;

6° afval van klasse B2 : besmettelijk afval afkomstig van patiënten die vanwege het besmettingsrisico voor de gemeenschap in afzondering moeten worden behandeld; microbiel besmet laboratoriumafval; bloed en bloedderivaten met een microbiel besmettingsrisico; stompe voorwerpen; cytostatica en alle afval van cytostatische behandelingen; anatomisch afval; pathologisch afval; afval van proefkonijnen, alsmede hun strooisel en uitwerpselen;

7° hergroepering : voorlopige immobilisatie zonder mogelijkheid om afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten van verschillende klassen te mengen en zonder mogelijkheid om ze met ander afval te mengen;

8° voorbehandeling : elke operatie die de fysieke staat van de afval wijzigt en waarna nog een verwijderingsoperatie nodig is;

9° de « Office » (de Dienst) : de « Office régional wallon des déchets » (Waalse gewestelijke dienst voor afval);

10° exploitant : houder van een vergunning tot exploitatie.

Art. 2. Het is verboden zich te ontdoen van afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten, behalve van :

1° afval van klasse A en klasse B1 : door hem te beheren overeenkomstig de wetgeving inzake huishoudelijk afval;

2° afval van klasse B2 :

a) hetzij door hem te verwijderen in de daartoe behoorlijk gemachtigde installaties van zijn voortbrenger;

b) hetzij door hem toe te vertrouwen aan een derde die erkend is voor zijn ophaal of vervoer, of die erkend en gemachtigd is tot hun hergroepering, voorbehandeling of verwijdering;

c) hetzij door hem toe te vertrouwen aan een buiten het Waalse Gewest gelegen installatie, na zich ervan te hebben vergewist dat die installatie de voorwaarden van de wetgeving vervult om over te gaan tot de verwijdering van de afval;

d) hetzij door hem volgens een door de « Office » toegelaten procédé te verwerken tot afval die kan worden gelijkgesteld met afval van klasse A.

Art. 3. Wanneer hij gemengd is :

1° wordt de afval van klasse A en klasse B1 beheerd overeenkomstig de regels die voor de afval van klasse B1 gelden;

2° wordt de afval van klasse A en klasse B2 beheerd overeenkomstig de regels die voor de afval van klasse B2 gelden;

3° wordt de afval van klasse B1 en klasse B2 beheerd overeenkomstig de regels die voor de afval van klasse B2 gelden.

Wanneer de drie klassen afval gemengd zijn, worden ze beheerd overeenkomstig de regels die voor de afval van klasse B2 gelden.

Art. 4. Tijdens zijn ophaal en vervoer wordt de afval van dezelfde klasse van alle andere afval gescheiden, mits behoud van de mogelijkheid om afval van verschillende klassen met inachtneming van artikel 3 te mengen.

HOOFDSTUK II. — *Vergunning tot vestiging en exploitatie van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie voor afval van klasse B2*

Art. 5. § 1. Een vergunning is vereist voor de vestiging en de exploitatie van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie voor afval van klasse B2, alsmede voor de uitbreiding of de wijziging van de activiteiten of elke verbouwing van die installaties.

§ 2. De vergunning voor de verwijderingsinstallatie geldt als vergunning voor de voorbehandelingsinstallatie en als vergunning voor de hergroeperingsinstallatie.

De vergunning voor de voorbehandelingsinstallatie geldt als vergunning voor de hergroeperingsinstallatie.

§ 3. De vergunning voor de hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie voor afval van klasse B2 mag slechts worden verleend aan een erkende exploitant. De erkende exploitant kan een ziekenhuis of een ziekenhuisgroepering zijn.

Art. 6. De verwijderingsinstallaties voor afval van klasse B2 moeten voldoen aan de in de bijlage vermelde voorwaarden.

Art. 7. De procedure inzake indiening en onderzoek van de aanvraag, de toekennings-, opschortings-, intrekings- en wijzigingsvoorwaarden van de in artikel 5, § 1, bedoelde vergunning zijn degenen bedoeld in hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afval.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de exploitanten van hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallaties voor afval van klasse B2*

Art. 8. § 1. Een voorafgaande erkenning is vereist voor exploitanten van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie voor afval van klasse B2. De erkenning wordt toegekend voor een duur die erin vermeld staat en de duur van de vergunning tot exploitatie niet mag overschrijden.

§ 2. De erkenning voor de exploitatie van een verwijderingsinstallatie geldt als erkenning voor de exploitatie van een voorbehandelings- en hergroeperingsinstallatie.

De erkenning voor de exploitatie van een voorbehandelingsinstallatie geldt als erkenning voor de exploitatie van een hergroeperingsinstallatie.

Art. 9. De lijst van de exploitanten van erkende installaties voor de hergroepering, voorbehandeling of verwijdering van afval van klasse B2 wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 10. De procedure inzake indiening en onderzoek van de aanvraag, de toekennings-, opschortings-, intrekings- en wijzigingsvoorwaarden van de in artikel 8 bedoelde erkenning zijn degenen vermeld in hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afval.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning van ophalers en vervoerders van afval van klasse B2*

Art. 11. Een voorafgaande erkenning is vereist voor de ophaal en het vervoer van afval van klasse B2. De erkenning wordt toegekend voor een duur die erin vermeld staat en de duur van vijf jaar niet mag overschrijden.

Artsen, tandartsen, dierenartsen en thuisverzorgers zijn echter niet onderworpen aan de verplichting tot erkenning wanneer ze afval van hun eigen activiteit van hun praktijk of de woonplaats van hun patiënten vervoeren naar de plaats waar ze zich ervan ontdoen overeenkomstig artikel 2.

Art. 12. De lijst van de ophalers en vervoerders van afval van klasse B2 wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 13. De procedure inzake indiening en onderzoek van de aanvraag, de toekennings-, opschortings-, intrekings- en wijzigingsvoorwaarden van de in artikel 11 bedoelde erkenning zijn degenen vermeld in hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afval.

HOOFDSTUK V. — *Informatie over bezit en levering van afval van klasse B2*

Art. 14. Iedere voortbrenger van afval van klasse B2 stelt de gegevens die aantonen dat hij zich overeenkomstig artikel 2 van de afval ontdoet gedurende vijf jaar ter beschikking van de « Office ».

Art. 15. Elke erkende ophaler en vervoerder en elke exploitant van een krachtens dit besluit gemachtigde installatie houden een register bij waarvan de « Office » het model vaststelt, en stellen het gedurende vijf jaar te zijner beschikking.

Het register moet de « Office » in staat stellen om elke partij afval van klasse B2 vanaf de voortbrenging tot de verwijdering ervan te volgen.

Art. 16. Binnen de maand volgend op het referentiekwartaal wordt een afschrift van het register met de gegevens van het afgelopen kwartaal aan de « Office » gezonden.

Art. 17. Elke bezitter van afval van klasse B2 moet zich schikken naar de bepalingen m.b.t. het vervoerformulier bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk V van het besluit van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afval.

HOOFDSTUK VI. — *Strafbepalingen*

Art. 18. De persoon die de voorwaarden waaraan de in dit besluit bedoelde vergunningen en erkenningen zijn onderworpen niet nakomt, wordt gestraft met de in artikel 51, § 1, van het decreet vermelde straffen.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings-, overgangs-, opheffings- en eindbepalingen*

Art. 19. Elke vóór de inwerkingtreding van dit besluit verleende erkenning voor de ophaal, het vervoer of de exploitatie van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie voor ziekenhuis- en gezondheidszorgafval geldt als erkenning voor de ophaal, het vervoer of de exploitatie van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie van afval van klasse B2 in de zin van dit besluit.

In afwijking van het vorige lid kan de « Office » de Minister voorstellen wijzigingen aan te brengen in de verschillende bestaande erkenningen als de vroeger opgelegde voorwaarden niet in overeenstemming zijn met dit besluit. De Minister moet zijn behoorlijk met redenen omklede beslissing bekendmaken binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 20. De reeds bestaande installaties die vóór de inwerkingtreding van dit besluit gemachtigd zijn op basis van de bepalingen van de hoofdstukken I en II van titel I van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of op basis van de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afval moeten zich met ingang van 1 januari 1997 naar de bepalingen van dit besluit schikken.

Art. 21. Het onderzoek van de behandelde dossiers wordt voortgezet overeenkomstig de in dit besluit bedoelde procedure en voorwaarden.

Art. 22. Artikel 33, § 1, 3°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen wordt vervangen door de woorden « 3° afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten, behalve afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten van klasse A ».

Art. 23. De bepalingen van de hoofdstukken I en II van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming zijn niet meer van toepassing voor de vestiging en de exploitatie van de in artikel 5 van dit besluit bedoelde installaties.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 25. De Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 juni 1994.

De Minister-president van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

Opslag- en verwijderingsvoorwaarden in hergroeperings-, voorbehandelings- en verwijderingsinstallaties voor afval van klasse B2

1. Verpakking van de afval.

Afval van klasse B2 moet worden verpakt in niet verdichte verpakkingen die geen wegvloeiing toelaten en voldoende weerstand bieden om niet te breken tijdens de verschillende behandelingen. Stompe, scherpe en puntige voorwerpen moeten worden verpakt in vaste verpakkingen die samen met de afval zullen worden verbrand.

Na verpakking kan de afval van klasse B2 worden hergroepeerd in herbruikbare containers die moeten worden gereinigd en ontsmet telkens als ze het verwijderingscentrum verlaten.

2. Opslag van de afval.

Afval van klasse B2 moet worden opgeslagen in een daarvoor bestemde waterdichte ruimte uitgerust met een reinigungsapparatuur die het water kan recupereren in geval van ongeval. Dat water wordt beschouwd als ander afvalwater dan normaal huishoudelijk afvalwater in de zin van artikel 1, hoofdstuk I van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater.

Die ruimte mag niet toegankelijk zijn voor dieren en ongemachtigde personen en moet regelmatig worden gereinigd.

De reiniging mag niet meer dan 24 uren in beslag nemen. Bij stopzetting wegens herstel en onderhoud moet de afval worden verbrand in de dichtsbijgelegen verbrandingsoven voor huishoudelijk afval.

3. Ovenvulling.

De oven moet zodanig worden gevuld dat het personeel niet in contact komt met de afval van klasse B2.

4. Emissiegrenswaarden.

1° wat de verbrandingsovens voor afval van klasse B2 betreft, worden de emissiegrenswaarden die betrekking hebben op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, 11 % zuurstof of 9 % CO₂, droog gas, in mg/Nm³ uitgedrukt :

— stofdeeltjes totaal :	30
— zware metalen :	
— Pb + Cr + Cu + Mn :	5
— Ni + As :	1
— Cd :	0,2
— Hg :	0,2
— Zoutzuur (HCl) :	50
— Waterstoffluoride (HF) :	2
— Zwaveldioxide (SO ₂) :	300

2° Op advies van de « Office » kan de bevoegde autoriteit emissiegrenswaarden vaststellen voor verontreinigende stoffen die niet onder punt 1° zijn vermeld indien zij het nodig acht in verband met de samenstelling van de te verbranden afval en de kenmerken van de verbrandingsinstallatie. Bij het vaststellen van de emissiegrenswaarden houdt de autoriteit rekening, met name voor dioxinen en furanen, met de potentiële schadelijke gevolgen van die stoffen voor de volksgezondheid en het leefmilieu en met de beste beschikbare technologie.

5. Werkingsvoorwaarden.

1° Elke verbrandingsinstallatie voor afval van klasse B2 moet zodanig worden ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat de bij de afvalverbranding vrijkomende gassen, na de laatste toevoer van verbrandingslucht, op een beheerste en homogene manier zelfs onder de meest ongunstige omstandigheden voor de duur van ten minste twee seconden bij een zuurstofgehalte van ten minste 6 % op een temperatuur van ten minste 850 °C worden gebracht.

Het vastgestelde temperatuurniveau en zuurstofgehalte zijn minimumwaarden waaraan permanent moet worden voldaan wanneer de installatie in bedrijf is.

2° De brandbare afval moeten volkomen worden verbrand.

3° Elke verbrandingsinstallatie voor afval van klasse B2 moet, wanneer ze in bedrijf is, aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) de concentratie van koolmonoxide (CO) in de verbrandingsgassen mag niet hoger zijn dan 20 mg/Nm³.

b) de concentratie van organische verbindingen (uitgedrukt als koolstof totaal) in de verbrandingsgassen mag niet meer bedragen dan 20 mg/Nm³.

De onder a) en b) vermelde grenswaarden hebben betrekking op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, 11 % zuurstof of 9 % CO₂, droog gas.

4° De bevoegde autoriteit kan, op advies van de « Office », van de onder punt 1° van dit besluit bedoelde verbrandingsvoorwaarden afwijken als in verbrandingsovens of apparatuur voor de behandeling van verbrandingsgassen adequate technieken worden toegepast, op voorwaarde dat de emissieniveaus van polychloordibenzodioxinen (PCDD's) en polychloordibenzofuranen (PCDF's) overeenkomen met of lager zijn dan de niveaus die onder de in punt 1° gestelde technische voorwaarden worden bereikt.

5° Elke verbrandingsinstallatie voor afval van klasse B2 moet zodanig worden ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat er geen emissies in de lucht plaatsvinden die aan de grond significante luchtverontreiniging veroorzaken; in het bijzonder de lozing van afvalgassen moet op gecontroleerde wijze plaatsvinden via een schoorsteen.

De hoogte van de schoorsteen moet zo worden berekend dat de volksgezondheid en het milieu worden beschermd.

6° Elke verbrandingsinstallatie voor afval van klasse B2 wordt met steunbranders uitgerust. Deze branders moeten automatisch in werking treden zodra de temperatuur van de verbrandingsgassen onder 850 °C komt. Deze steunbranders worden ook gebruikt bij het opstarten en stilleggen van de installatie om er zeker van te zijn dat gedurende deze verrichtingen en zolang de afval zich in de verbrandingskamer bevindt, de temperatuur permanent boven de minimumwaarde blijft.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende afval van ziekenhuis- en gezondheidszorgactiviteiten.

Namen, 30 juni 1994.

De Minister-president van de Waalse Regering
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 2247 (F — 31342)

7 JULI 1994. — Ordonnantie houdende aanpassing van de Middelenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1994 (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een materie bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

(1) Gewone zitting 1993-1994.

Dokumenten van de Raad. — A-302/1. Ontwerp van ordonnantie. — A-302/2. Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 juni 1994.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 2247 (F — 31342)

7 JUILLET 1994. — Ordonnance ajustant le budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1994 (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

(1) Session ordinaire 1993-1994.

Documents du Conseil. — A-302/1. Projet d'ordonnance. A-302/2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 juin 1994.